

Fédération du Pas-de-Calais Assemblée générale

Dimanche 12 décembre 2010 à 9 heures

Théâtre d'Hesdin
HESDIN

Rapport moral de la présidente Danièle Pruvot

Je vais donc maintenant vous donner lecture de mon rapport moral, ce sera le dernier que je ferai à ce niveau de responsabilité.

En effet, j'ai décidé de ne pas solliciter de nouveau mandat à la présidence de la Fédération. Il me faut réduire un peu mes activités, pour plusieurs raisons :

- j'ai d'autres responsabilités dans le domaine de la photographie puisque je suis élue au CA de la Fédération Photographique de France et que j'y exerce aussi la tâche de commissaire nationale Jeunesse (un domaine qui m'est cher bien évidemment).
- Seconde raison : je ne voudrais pas que la Fédération ait à pâtir d'une éventuelle opération de hanche que je vais peut-être devoir subir et qui m'amènerait à suspendre mes déplacements durant quelque temps.
- Enfin, je souhaite pouvoir me consacrer un peu plus à la réalisation de montages audiovisuels, dont vous savez très bien combien ils sont souvent à orientation citoyenne, des montages que nous mettons volontiers au service de la défense et la promotion des droits de l'Homme.

Mais je vous rassure, j'ai enregistré la candidature d'Alain Pruvot à ce poste, car il a décidé de ne pas poursuivre en tant que délégué régional. Il vous en parlera tout à l'heure mieux que moi.

Voilà donc un an jour pour jour que vous m'avez réélue à la présidence de la Fédération du Pas-de-Calais et le jour est venu de tirer le bilan de cette troisième année de présidence.

Dire que présider une fédération comme celle du Pas-de-Calais n'est pas un sine-cure, est de toute évidence et je ne conseillerais jamais à personne, même à mon pire ennemi, de se lancer dans cette aventure, dans le but de pouvoir ajouter un titre sur sa carte de visite ! Bien mal lui en prendrait car cette responsabilité est tout sauf confortable et gratifiante.

En effet les conditions dans lesquelles il nous faut œuvrer - et qui pour une large part déterminent d'ailleurs notre action tout au long d'une année - sont de plus en plus difficiles. Le temps où on se réunissait à la LDH entre notables est d'un passé bien révolu.

Et dire qu'elles sont difficiles est un doux euphémisme !

Je ne vous ferai pas ici un compte-rendu de presse pour vous relater tous les événements qui ont de quoi nous interroger, nous choquer, nous révolter car malheureusement la liste en serait très longue et ce n'est pas le but d'un rapport moral. Il s'agit pour moi de vous expliquer comment j'ai orienté mon action durant cette année écoulée dans des circonstances données. Tout en sachant que ce que nous vivons au quotidien au niveau local n'est le plus souvent que la résultante d'une situation nationale et internationale.

Je commencerai donc par le niveau international.

Bien sûr il y a cette crise internationale qui, contrairement à ce que certains prétendent, est loin d'avoir été réglée. Elle est plus que jamais présente, on assiste à la mise sous tutelle en quelque sorte d'États de l'Union européenne, cela a commencé avec la Grèce, c'est maintenant le cas de l'Irlande, la situation du Portugal est tout aussi préoccupante et la France, avec son déficit et son endettement grandissants, n'est pas non plus dans une situation enviable.

Les conflits, les guerres poussent beaucoup d'étrangers à fuir leur pays et notre région le vit au quotidien. Je veux parler tout particulièrement de l'Afghanistan où nous avons des troupes sur le terrain, c'est-à-dire

que nous sommes en état de guerre avec ce pays. Il faut aussi rappeler que les talibans sont plus que jamais à l'œuvre et on peut légitimement s'interroger sur le rôle que joue la présence de l'armée française là-bas : contribue-t-elle à développer la citoyenneté et le respect des droits de l'Homme ? Les Afghans qui quittent leur pays savent qu'ils rencontreront beaucoup de difficultés sur leur chemin mais ils n'hésitent pas : c'est dire la dureté de ce qu'ils fuient ! Or, dans le même temps, des accords sont passés au niveau international, notamment entre l'Angleterre et la France pour faciliter le retour d'Afghans qui ont fui leur pays et rêvent de passer en Angleterre. Il s'agit d'un arrangement administratif signé le 22 novembre et relatif au renforcement de la frontière commune. Les deux parties « s'engagent à intensifier leurs efforts pour renforcer la sécurité de notre frontière commune, en vue notamment de la rendre étanche à l'immigration clandestine et à ses filières » (sic). Sont ainsi particulièrement visées les populations d'Afghanistan, du Vietnam et de l'Irak.

Il faut aussi souligner les accords passés entre la France et la Roumanie pour inciter ce pays à mieux traiter les Roms, accord destiné en fait à mieux justifier les mesures prises nationalement à leur encontre ! Il nous faudrait encore parler de la situation à Gaza et en Palestine de façon générale : le mur israélien est toujours présent, les Palestiniens n'ont toujours pas d'Etat et il est important de ne pas les oublier. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait au niveau de la Fédération puisque l'exposition que nous avons réalisée grâce aux photos de Marcel Ghesquière a été présentée plusieurs fois durant l'année et elle le sera encore l'année prochaine !

Ce qui se passe en Afrique a aussi des conséquences pour notre pays et nous voyons à nos portes des Africains, par exemple des Soudanais, des Erythréens qui arrivent chez nous après avoir fui la torture et la guerre et qui aimeraient pouvoir trouver ici un peu de sérénité.

On voit donc bien à la lumière de ces quelques exemples mais on pourrait les multiplier combien la situation internationale, la politique gouvernementale et la situation dans notre département interfèrent.

J'en viendrai donc au contexte national.

Sur le plan économique, les problèmes s'accumulent, sans qu'aucune perspective de solution, de changement de cap ne soit vraiment envisagée.

Les licenciements continuent, la précarité se développe.

Les mesures prises dans le domaine de la santé sont graves : en voulant dérembourser toujours plus de médicaments, c'est à la santé de chacun, à la santé publique qu'on s'attaque. Combien de patients aujourd'hui refusent l'achat de tel ou tel médicament parce qu'il n'est plus remboursé ? Il est facile de parler de confort quand il s'agit de se soigner tout simplement.

Les lois qui engendrent des restrictions budgétaires se multiplient, des restrictions qui entraînent une remise en cause d'acquis sociaux, une mise en danger des services publics, que ce soit pour l'éducation au niveau scolaire ou dans le domaine de l'éducation populaire, au niveau de la santé publique, au niveau de l'emploi et, comme nous venons de le vivre durant près de deux mois, au niveau des retraites.

On assiste par exemple à une remise en cause de l'A.M.E. et ce sont bien sûr les migrants et les Roms qui seront victimes en premier lieu. L'A.M.E. (Aide Médicale d'Etat) est un dispositif qui permet aux étrangers de bénéficier d'un accès aux soins. Il faudrait par exemple désormais que les étrangers s'acquittent d'un droit d'entrée annuel de 30 euros par bénéficiaire et qu'il y ait un agrément préalable des caisses primaires d'assurance maladie. À cet égard il a été proposé par Ghislaine Rivet, responsable du groupe de travail national sur la bioéthique et par des militants du réseau Jungles d'envoyer un courrier aux Sénateurs avant que le texte voté par le Parlement ne vienne en débat au Sénat. Comme je l'avais annoncé à l'AG de la section d'Arras, je l'ai fait au nom de la Fédération du Pas-de-Calais de la LDH et nous avons de quoi nous réjouir. Le Sénat a refusé de voter pour les aspects les plus restrictifs, ce qui bien sûr n'a pas manqué de heurter Le Premier Ministre qui a aussitôt demandé qu'on revienne sur cette position. Ceci étant dit, cela prouve qu'il est essentiel qu'on s'adresse aux élus politiques de notre secteur, toutes tendances confondues, à l'exclusion de l'extrême-droite bien sûr !

Nous avons connu un mouvement social particulièrement important durant cet automne en réaction au projet de réforme des retraites. Rien ou presque n'a changé, le Président Sarkozy et le Gouvernement Fillon 1, n'ont pas tenu compte de cette contestation et la réforme a été votée, assortie de quelques aménagements, c'est tout. Les gens sont rentrés chez eux, plutôt dans le calme, mais la situation est explosive.

Nous avons aussi subi des attaques touchant aux fondements mêmes de notre République comme cela ne s'était pas vu depuis les tristes années du régime de Pétain. Comme je le disais au cours de la

conférence de presse que j'ai donnée ce vendredi à Hénin-Beaumont, je ne mettrai pas un signe égal entre les régimes nazis ou fascistes et ce gouvernement mais certaines mesures, certaines déclarations ne peuvent que réactiver notre mémoire !

En début d'année, le Ministre Éric Besson a mis en place ce scandaleux « *débat sur l'identité nationale* », qui n'a eu d'autre effet que de libérer les propos racistes et xénophobes, un pas de plus vers les thèses de l'extrême-droite. Bien évidemment, la LDH, que ce soit au niveau national, régional ou fédéral, a refusé de participer à ces débats et elle l'a fait savoir.

Décidément ce ministre a de la suite dans les idées. Il faut se souvenir que, lors de sa venue à la Sous-préfecture de Calais en janvier 2009, il avait eu le cynisme de dire aux représentants des associations qu'il avait invités qu'elles pouvaient le contacter pour lui faire des propositions afin d'humaniser sa politique de fermeté. Rappelons-nous aussi qu'il avait alors déclaré : « qu'on se le dise, il faut que chacun sache qu'on ne passera plus par Calais, il faut que Calais soit une zone étanche ». De la cohérence à ce niveau, il en a eu : La chasse aux migrants n'a pas cessé, pire, elle est devenue quasi-quotidienne dans le Calaisis où l'on voit les forces de police venir arrêter des migrants sur le lieu même où on leur distribue un petit repas : un scandale qui révulse les consciences ! Et cela se produit aussi sur d'autres secteurs du littoral comme à Tétéghem ou à Grande Synthe.

Lors de notre dernière assemblée générale, à Blériot, nous avons parlé des cercles de silence et rappelé les propos tenus par la LDH nationale à ce sujet, refusant en quelque sorte de cautionner cette forme d'expression et de résistance. Raison pour laquelle nous avons interpellé Malik Salemkour, Vice-président national de la LDH que j'avais invité à l'AG de la Fédération en décembre dernier. La position qu'il a alors adoptée a été beaucoup plus ouverte, car il est aujourd'hui clair que plusieurs militants de la LDH rejoignent ces cercles de silence à travers le département, qu'on y voit des citoyens et des citoyennes en désaccord total avec la politique menée par le Gouvernement à l'égard des étrangers et des militants qui leur viennent en aide, des militants qui dépassent les rangs de ceux et celles qu'on voit dans les manifestations de rue organisées par les structures syndicales. Participer aux cercles de silence, c'est donc bien un axe possible qui correspond d'ailleurs à ce que Jean-Pierre Dubois avait dit, en lançant la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés », à savoir qu'il fallait s'ouvrir à d'autres organisations que celles avec lesquelles la LDH avait l'habitude de travailler. C'est un souci constant chez moi, comme vous le constaterez plus loin.

Dans un tel contexte, il était évident que la LDH ne pouvait rester à l'écart de l'initiative proposée de mettre sur pied en juillet un Jungle-tour à vélo, pour ne pas oublier...

Cette politique d'exclusion, xénophobe a aussi visé les Roms dont les responsables politiques savent très bien qu'ils sont encore l'objet de caricatures chez nombre de nos concitoyens, caricatures bien entretenues par certains organes de presse. On voit encore souvent en eux l'image des voleurs de poule et de jeteurs de mauvais sorts, de pauvres qui viennent prendre le pain des bons Français.

Et, dès le printemps dernier, les Roms dans notre département ont été chassés, malmenés par les forces de police qui ont fait régner la peur et leur ont pris leurs papiers pour faire encore plus pression sur eux : des familles de Roms dont la LDH s'était beaucoup occupée, avec d'autres, et qui ont été placés sous le coup d'une OQTF. Les sections de Boulogne et d'Hénin-Carvin sont particulièrement mobilisées au quotidien.

Sur le secteur héninois, plusieurs familles ont tendance à partir dès qu'elles reçoivent une menace d'expulsion, pas souvent très loin, puis elles reviennent. Alain Pruvot a même dû contacter la PAF à Coquelles pour savoir si des hommes Roms qui n'étaient pas revenus au campement n'avaient pas été placés au centre de rétention, comme cela s'est déjà produit. Aujourd'hui encore les militants héninois continuent à suivre une famille roms installée sur leur secteur.

À Wimille, la section boulonnaise de la LDH a multiplié les démarches de décembre à mai. Avant Noël, le Sous-préfet promet la scolarisation des enfants en maternelle, promesse non tenue. Deux demandes de rendez-vous auprès de Dominique Dupilet qui sont restées sans réponse, tout comme la visite à la DDASS à Arras qui a été sans résultat. Sans parler des nombreuses rencontres avec l'équipe enseignante de Wimille pour assurer le suivi des enfants Roms scolarisés.

C'est pourquoi, quand les OQTF sont tombées en mars dernier, nous avons publié des communiqués de presse de protestation.

La Délégation régionale, la Fédération départementale et la section de Boulogne ont conjointement appelé à une manifestation à la Sous-préfecture de Boulogne, manifestation à laquelle ont aussi participé les familles Roms et leurs enfants venus avec leurs cartables sur le dos. Un grand moment de solidarité ! Les organisations avaient aussi demandé à être reçues en Sous-préfecture. Au titre de la LDH, c'est Jeadette Vaillant et Alain Pruvot qui y sont allés. Tous trois, nous avons pu également répondre aux questions des

différents organes de presse qui étaient sur place, presse écrite, radiophonique et télévisée ! Quant à moi, j'ai choisi de laisser ma place pour que toutes les structures puissent être représentées et cela m'a permis de discuter avec les militants rassemblés. Un collectif d'avocats s'est mis en place pour établir des recours et contester les 44 OQTF prononcées. Dans 36 cas il y avait des failles et les recours en justice ont été gagnés, ce qui veut dire que les OQTF sont suspendues et que les Roms peuvent revenir, s'ils le veulent !

Le terrain était donc déjà bien préparé pour la suite.

En juillet dernier, le Président de la République et ses ministres ont alors franchi un pas de plus et la réaction ne s'est pas fait attendre, malgré le fait qu'on était en pleine période de vacances. La lutte pour les droits de l'Homme n'a vraiment pas connu de trêve estivale ! Comment pouvait-il en être autrement quand le Président lui-même tient des propos discriminatoires à l'égard d'une catégorie de citoyens de l'Union européenne et cite expressément les Roms ? Comment pouvait-il en être autrement quand ce même Gouvernement ose proposer une modification de la loi pour condamner les parents de jeunes qui refusent de respecter la loi ?

Pas de trêve estivale, en effet. J'ai d'abord consacré une partie du mois de juillet, avec Alain Pruvot, à la réalisation du compte-rendu détaillé du Festival régional des droits de l'Homme 2009 sur le thème « *Avec les droits de l'Homme, brisons les murs !* » puis nous avons travaillé au montage du dossier pour le Festival régional 2010 axé sur le thème « *Faire revivre les valeurs de la République pour un nouveau pacte citoyen* », axe qui avait été proposé et validé par l'assemblée régionale à Boulogne-sur-mer en mai dernier, bien avant les événements de l'été.

Et les événements ont fait que nous avons dû écourter nos vacances pour rentrer avant la mi-août afin d'organiser la réaction. Je rappellerai que c'est la LDH qui a pris l'initiative au niveau national de s'adresser à plusieurs organisations pour lancer l' « Appel citoyen », appel qui devait mobiliser pour une manifestation le 4 septembre. Au niveau régional, cette date coïncidait avec celle de la Braderie de Lille, ce qui rendait complètement impossible l'organisation sur la métropole régionale d'une manifestation d'envergure. C'est ce qui m'a amenée à proposer aussitôt de mobiliser sur le Pas-de-Calais pour ce samedi 4 septembre et à décider, en concertation avec Sylvie Delbart secrétaire de la Fédération qui était aussi à la conférence de presse de Lille et avec Alain Pruvot, délégué régional, que cette manifestation aurait lieu à Hénin-Beaumont, ville ô combien symbolique qui permettait de montrer que le Président de la République avait infléchi encore un peu plus sa politique et ses orientations, dans un sens plus populiste et allant jusqu'à reprendre les thèses de l'extrême-droite. Je dois dire que j'ai eu à subir la réaction d'abord vive de la part de la FSU qui avait sans doute lu un peu vite l'appel que j'avais lancé et me reprochait de vouloir partir seule, ce qui était exactement le contraire de ce que je proposais. Heureusement tout s'est rapidement clarifié et près de 20 organisations étaient déjà présentes à la réunion que j'ai organisée au siège de la section LDH d'Hénin-Carvin. Le débat a été très ouvert et d'emblée les organisations présentes, syndicales et politiques, ont convenu de se caler sur le texte national de l'appel citoyen. Mais il avait aussi été décidé lors de cette réunion que nous voulions nous doter d'outils de communication communs, nous avons donc décidé du choix d'un slogan pour la banderole de la manif « Liberté, égalité, fraternité en danger. Non au national-sarkozysme ». Décidé également d'un logo qui a ensuite été diffusé sous forme d'autocollant. Décidé enfin que nous sortirions un tract de mobilisation complémentaire et plus lisible pour cette manifestation. Ce tract, je l'ai rédigé à partir des échanges que nous avons eus au cours de la réunion de préparation et je dois dire qu'il a aussitôt été validé par toutes les organisations qui n'ont rien eu à reprendre. Je veux aussi préciser que j'ai d'emblée proposé l'heure du rassemblement pour le samedi après-midi car j'avais été informé que la Fédération du Parti socialiste organisait ce même jour ses chantiers de rentrée. Je ne voulais pas que les militants socialistes ne puissent pas participer à la manifestation.

J'ai ensuite eu le souci de contacter très largement les associations, syndicats et partis politiques, ce qui a permis le rassemblement important que nous avons connu. Je vous rappellerai qu'ont été signataires de l'appel des syndicats qu'on ne voit pas souvent sur des mots d'ordre politiques, par exemple la CSF, l'UNSA ou encore la CFTC. De même sur l'échiquier politique nous avons enregistré le soutien effectif du Modem d'Hénin-Beaumont, comme cela avait été le cas aussi dans le Nord à Dunkerque ou à Tourcoing, des Jeunes démocrates du Pas-de-Calais, du MRC, aux côtés du Parti Communiste, des Verts, du NPA, de la Fédération socialiste... Soutien important aussi de la Ligue de l'Enseignement, de la FCPE départementale, de Terre d'errance, de l'Alliance républicaine à Hénin-Beaumont à côté du Nouvel Élan et soutien sous forme de relais de la part du secours populaire, du secours catholique ou encore de l'église protestante. J'arrêterai là l'énumération, vous pourrez relire le texte de l'appel départemental. Ce sont 50 organisations que j'ai réussi à mobiliser. Les sections d'Arras, Hénin et Lens se sont mobilisées pour la distribution de tracts. Distribution qui a aussi été assurée par les Verts et par Solidaires.

Il faut aussi noter que toutes les organisations ont proposé qu'il n'y ait qu'une association qui ait la parole ce jour-là, à savoir la LDH. Ceci montre bien le rôle que nous jouons, l'image que nous avons et qui explique la confiance qu'on nous a accordée. Cette mobilisation a contribué à resserrer des liens avec certains syndicats, à en nouer avec d'autres structures associatives ou syndicales. Et il n'est pas étonnant que la Compagnie du Tire-Laine de Lille avec Malik Ifri et Arnaud Van Lancker, après la réussite de leur projet de Fête de l'Indignation à Lille, aient eu envie de prendre la même initiative dans le Pas-de-Calais et plus précisément dans l'ex-bassin minier. Une fête dont les bénéfices sont reversés à la Fédération départementale de la LDH pour qu'elle puisse apporter une aide dans les actions en faveur des migrants et des Roms. En effet, j'ai bien insisté dès les premiers contacts sur la spécificité de notre département où nous avons certes des Roms mais où nous avons aussi un nombre très important de migrants pour lesquels des bénévoles se donnent sans compter.

Et, pour une fois, ce n'est pas coutume, le quotidien « la Voix du Nord » agence d'Hénin-Beaumont a bien couvert les événements, que ce soit au sujet de la manifestation du 4 septembre ou pour la Fête de l'Indignation à Méricourt.

Mais à ce stade je veux évoquer ici les réels problèmes que nous rencontrons avec la presse. Il a fallu passer des heures au téléphone pour essayer de passer des communiqués dans la presse. J'ai pourtant un large carnet d'adresses à ce niveau. Mais nous sommes là face à l'orientation de la plupart des médias aujourd'hui. Ils n'ont pratiquement aucune indépendance politique et leur « ligne », si on peut encore parler de ligne éditoriale, n'est autre que celle de lignes budgétaires, cela se vend-il ou pas ? Et on ne cesse de nous expliquer que nous ne sommes pas au niveau qui convient. Quand nous voulons faire passer un communiqué régional, cela ne marche pas car en fait il y a confusion entre niveau lillois et niveau régional. Quand c'est régional, si cela se passe à Lille, cela passe en page lilloise. Quand c'est au niveau de la Fédération du Pas-de-Calais, et bien que je rappelle systématiquement que le siège de la Fédération est à Arras, il est impossible de faire passer un communiqué en page régionale ou en page d'Arras, pas plus possible d'obtenir qu'il passe dans les villes où nous avons une section ! Nous avons dû presque faire le siège téléphonique de la Voix du Nord régionale pour obtenir qu'elle passe un entrefilet annonçant les lieux et dates de rassemblement ou manifestations pour le 4 septembre. Et il m'a été clairement dit au niveau de l'agence d'Arras que cela ne se vendait pas, qu'il était beaucoup plus intéressant d'accorder de la place aux animaux maltraités dans un chenil du secteur ! Voilà où nous en sommes ! Certains journalistes que nous rencontrons nous disent qu'ils aimeraient pouvoir faire passer des communiqués mais cela ne passe pas la barrière du chef d'agence. Alors quand l'un ou l'autre d'entre nous parvient à ce que le quotidien lui accorde une place importante, il faut savourer ! Et peut-être rêver : serait-ce le signe d'une évolution de la presse à notre égard ?

Et ces problèmes ne viennent pas seulement d'une orientation financière. Ils sont aussi politiques. L'indépendance politique de la LDH dérange, elle gêne. Il est vrai que nous ne sommes pas alignés sur les positions du Parti socialiste et que cela ne plaît pas. La Voix du Nord a presque systématiquement axé les articles qu'elle a publiés au moment de la mobilisation du 4 septembre sur la défense des Roms et pas sur la défense des valeurs de la République, ce qui avait une toute autre dimension politique.

C'est encore cette même Voix du Nord qui trouve maintenant le moyen de ne pas couvrir une remise de prix de poésie de la LDH, cette année elle n'a même pas publié le palmarès local à Arras en juin dernier. Et tout récemment pour la remise de prix régionale elle a choisi de diffuser une photo dans chacune des communes de la communauté urbaine où il y avait des jeunes primés. Cela la dispense d'évoquer le contenu de nos prises de parole sur le fond. Et récemment encore, elle a mandaté un correspondant pour le parrainage des cross de district, correspondant à qui nous avons remis tous les documents distribués et qui a posé plusieurs questions à Alain Pruvot : résultat, l'article mentionne le parrainage de la LDH, point final, sans aucune mention du contenu.

Je rappellerai aussi qu'au printemps dernier, quand j'ai voulu faire passer en page arrageoise le communiqué concernant les élections régionales, j'ai eu aussi à me battre avec le journal. Le chef d'agence est même allé jusqu'à mentir à ses journalistes qui voulaient diffuser le communiqué en disant qu'il était paru la veille en page nationale ! De qui se moque-t-on ? Heureusement nous avons ici ou là dans le département quelques organes de presse qui nous passent un peu plus volontiers des articles mais bien rarement des analyses politiques ou des positions que nous prenons.

Face à ces problèmes, il n'existe aujourd'hui qu'une solution, celle de la diffusion par mails. C'est pourquoi j'envoie à au moins 150 contacts tous les communiqués de la LDH en leur demandant de diffuser dans leurs propres réseaux.

Mais, à ce niveau, il est très difficile d'avoir un retour sur ce qui est fait. Certains ligueurs me disent qu'ils

ont transféré le message, je sais que des organismes comme l'USEP mettent nos communiqués sur leur site, c'est aussi le cas du Modem d'Hénin-Beaumont qui en relaie un certain nombre. Je sais aussi que c'est le cas au niveau du Modem du Pas-de-Calais par le biais de Frédéric Leturque et de Marc Desramaux. Je sais aussi que Sylvie Delbart, secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais de la LDH, envoie systématiquement les communiqués que nous lui adressons au siège départemental du PS, mais au-delà j'ai très peu de retours. Tout récemment c'est l'UNSA qui a publié le communiqué régional « urgence pour les sans-abris ». Ce sont autant de graines semées qui finiront bien par germer !

Le problème de la presse est de toute façon général. Nous avons un ancien élève qui travaille à TF1 et qui nous racontait récemment comment aujourd'hui les journalistes sont muselés. Interdiction par exemple d'aller filmer à Tétéghem au moment où l'on annonçait une descente policière importante ! Et le comportement de Nicolas Sarkozy lors de sa dernière prestation télévisée en dit long sur le poids du politique par rapport à la liberté de la presse !

J'ai été un peu longue sur le sujet mais c'est un réel problème.

Il est vrai que cette année, nous avons été tellement submergés par les actions à mettre en place dans un tel contexte politique qu'il ne nous a pas été possible de réaliser un exemplaire du journal Hommes et Libertés 62. Mais dès le mois de janvier, j'avais pris la peine d'envoyer à toutes les sections le compte-rendu intégral de l'assemblée générale fédérale afin que vous puissiez le répercuter au maximum à tous vos adhérents qui ont une adresse électronique.

C'est aussi la raison pour laquelle nous avons bien retenu le vœu exprimé par plusieurs d'entre vous de disposer d'un site Internet au niveau de la Fédération du Pas-de-Calais et je peux déjà vous annoncer que notre trésorier François Vacheron a souhaité se dégager d'une part de ses charges en abandonnant celle de trésorier de la section d'Arras pour pouvoir se consacrer à ce projet de site.

On peut espérer que l'existence de ce site permettra aux sections du département de se développer.

La Fédération compte à ce jour 188 adhérents, j'ai constaté que trois sections ont une légère progression du nombre de leurs adhérents (plus deux pour chacune d'elles), il s'agit d'Arras, Boulogne et Hénin-Carvin. D'autres sont restées à peu près stables mais quelques situations sont plus préoccupantes : la section de Lens qui comptait 63 adhérents en 2009 n'en compte plus à ce jour que 34, celle de Wingles dont nous avons demandé au national qu'elle ne soit pas fermée, n'a toujours pas trouvé de repreneur et celle de Saint-Pol s'est aussi endormie. Pourtant nous avons répondu présents quand on nous a sollicités pour prendre une initiative dans ces secteurs.

On est en droit de s'interroger sur les causes de cette désaffection alors que la situation politique n'a jamais autant justifié les actions initiées par la LDH, alors que les combats que nous menons sont en prise sur les réalités.

Il y a, à mes yeux, beaucoup de facteurs qui s'ajoutent : nos combats sont d'ordre **politique** et beaucoup de nos concitoyens rejettent le débat politique. L'image que les partis donnent de la politique est navrante, pire, elle est démobilisatrice. Le manque total de perspective que pourrait proposer le seul parti susceptible d'assurer une alternance à ce Gouvernement, à savoir le Parti socialiste est un handicap réel. Pire, le spectacle de la course aux candidatures a de quoi faire refluer les meilleures volontés.

Au niveau de la LDH nous rencontrons aussi des difficultés. Il faudrait pouvoir faire remonter au niveau national les expériences, les questionnements des sections locales, des fédérations ou des régions. Mais c'est quasiment mission impossible. La LDH est une organisation très centralisée, il faut que cette centralisation existe car on ne pourrait pas assister au spectacle de sections qui parleraient d'une voix discordante quand il s'agit de questions de politique nationale. La LDH nationale fait aussi d'excellentes analyses. Mais le langage utilisé est un obstacle : les citoyens qui n'ont pas un niveau d'études suffisant ne peuvent que difficilement trouver leur place dans notre association car la langue utilisée leur est presque étrangère, et ce que je dis là n'est pas méprisant. Au contraire, je trouve qu'ils ont du mérite ! Je me souviens avoir entendu dénoncer au niveau national l'utilisation de langages technocratiques en expliquant qu'ils barraient la route à l'exercice de la citoyenneté. Alors, de grâce essayons de l'appliquer à notre propre organisation !

Un facteur qui joue également c'est notre indépendance. Je suis persuadée que si on veut faire avancer les choses sur le plan politique c'est aux militants ligueurs de jouer leur rôle. C'est en défendant à l'intérieur des partis les positions de la LDH qu'on peut espérer peut-être faire bouger les partis eux-mêmes. Et je sais que certains le font, même si cela ne leur est pas facile tous les jours. Je sais très bien que cette ligne indépendante que je défends la plupart d'entre vous la partagent complètement. Elle va d'ailleurs tout à fait dans le sens de la campagne nationale lancée par la LDH autour du pacte citoyen, dans le prolongement de celle de 2009. Et si nous ne suivions pas cette ligne, un certain nombre de

militants politiques viendraient grossir les rangs de nos sections. Je vois comment cela se passe dans certaines villes. Et la baisse d'effectifs dans certaines sections est peut-être à attribuer à ce souci d'indépendance. J'ai toujours défendu le principe suivant, même si cela n'est pas confortable, à savoir : on est là pour servir la cause des droits de l'Homme, pour servir la Ligue qui les défend mais pas pour se servir de la Ligue ! Et je reste persuadée que cette ligne d'indépendance est capitale, qu'elle est vitale pour l'avenir des droits de l'Homme en France, pour l'avenir même de la Ligue des droits de l'Homme. La situation des droits de l'Homme dans notre pays est toujours plus inquiétante : notre République est fondée sur la séparation des pouvoirs et la réaction du Ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux qui ose contester un jugement pour défendre des policiers en dit long sur l'orientation que nous prenons vers un état policier. Et le Front national boit du petit lait, il l'a déclaré lors de son « Université d'été qui s'est tenue dans le Pas-de-Calais. Il parle de façon de plus en plus décomplexée, ce qui favorise le développement des groupes de jeunes néonazis. Et les propos tenus par Marine Le Pen hier à Lyon sont très révélateurs !

Devant de tels dangers, il est vital que le nombre d'adhérents à la LDH augmente, même si tous les adhérents ne sont pas des militants au quotidien. Je me garderai bien de porter un jugement sur l'engagement ou non de nos adhérents dans les actions que nous proposons. Je sais que les conditions de travail aujourd'hui font que, sortant du boulot, on ait plutôt envie de se détendre que de se confronter de nouveau à des problèmes. Je sais que certains ou certaines ont des situations familiales ou personnelles à gérer et qu'il ne leur est pas possible d'être à nos côtés comme ils le souhaiteraient. Je tiens à redire qu'aucune adhésion n'est à rejeter au contraire. **Le simple fait d'adhérer et de payer une cotisation est aujourd'hui un acte militant.** La LDH a besoin d'avoir un effectif important, ne serait-ce qu'au moment où on dépose des dossiers de demande de subvention. Elle a aussi besoin des cotisations et des abonnements pour s'assurer une santé sur le plan financier car, bien évidemment, la politique actuelle du Gouvernement prive la LDH nationale de subventions. Je dois dire qu'au niveau régional nous n'avons pas à nous plaindre et ne regrettons pas le temps passé au montage des dossiers puisque cela nous a assuré en 2009 une subvention du Conseil Régional de 15000 euros et que nous venons d'apprendre que le projet 2010 a aussi été retenu avec de nouveau l'attribution d'une subvention du même montant. Au niveau départemental pour le Pas-de-Calais, il en va de même puisque le Conseil Général nous a accordé pour l'année 2010 une subvention de fonctionnement de 5394 euros et que nous continuons de bénéficier de la mise à disposition d'un local à Arras.

Une piste aussi pour espérer augmenter le nombre de nos adhérents, ce sont les actions d'éducation à la citoyenneté que nous menons. Mais là il s'agit de graines qu'on sème aujourd'hui et dont on peut espérer que certaines lèveront demain. Vous savez quelle importance nous accordons à cette dimension au niveau de la Fédération du Pas-de-Calais. En effet la Ligue des droits de l'Homme a cette caractéristique d'avoir deux volets, d'une part elle est une association qui prend des positions politiques et qui mène des combats. D'autre part, elle a vocation à intervenir dans la formation des citoyens et plus particulièrement des jeunes. Je n'entrerai pas dans les détails pour ne pas empiéter sur le rapport d'activités mais vous verrez qu'il s'agit d'un engagement très fort.

Il est vrai que pour intervenir en milieu scolaire ou plus généralement face à des jeunes aujourd'hui, il faut **utiliser des techniques adaptées et être un peu formés.** Il faut aussi pouvoir garantir à l'Institution, attachée à la laïcité de l'État, le respect d'une neutralité sur le plan politique qui ne nous empêche pas pour autant d'éveiller les consciences. Nous sommes plusieurs à avoir acquis cette formation dans le cadre de notre activité professionnelle et c'est une chance pour notre fédération. Je rappellerai qu'Alain Pruvot, Maryvonne Urbanik et moi-même avons proposé, il y a quelques années, d'assurer une formation des militants et militantes dans ce domaine. Nous l'avons fait à Arras et des ligueurs de Paris étaient même venus. Mais je dois regretter que beaucoup de ligueurs de la région n'ont pas répondu présents à cette séance de formation. Il faut bien se dire que la période des conférences données par la LDH dans les établissements scolaires est complètement terminée. Il faut tenir compte de l'évolution des jeunes et des pratiques pédagogiques. Et si la demande était de nouveau exprimée au niveau d'un certain nombre de ligueurs de la Fédération, nous serions tout à fait disposés à refaire cette formation.

J'ai également un autre regret, c'est que les établissements scolaires ne répondent pas plus nombreux pour le concours de poésie que nous leur avons proposé. J'entends bien que les enseignants sont très sollicités, mais quand même je dois vous dire mon inquiétude. Je crains que la thématique même des droits de l'Homme ne mobilise plus autant nos collègues, sans doute réticents devant les thèmes proposés car ils entraînent souvent les jeunes vers une dénonciation de ce qui se passe aujourd'hui, des thèmes qui sont donc politiques, au sens fort du terme. Ce regret je le nuancerai cependant au regard du soutien que

nous trouvons auprès des enseignants d'EPS au moment des cross de l'UNSS que nous parrainons ou encore des professeurs des écoles qui viennent avec leur groupe d'élèves au stand que nous tenons aux Usépiades à Liévin. Et cette année, nous avons eu le grand plaisir d'avoir le soutien clairement exprimé de l'Inspection Académique du Pas-de-Calais à l'occasion de la remise de prix régionale de poésie à Arras.

Voilà donc les axes essentiels qui m'ont guidée dans la présidence de la fédération du Pas-de-Calais durant toute cette année 2010 et je tiens à remercier ceux et celles qui répondent toujours présents, tout particulièrement Sylvie Delbart, notre secrétaire qui joue un rôle très important aussi dans les relations avec nos partenaires institutionnels que sont le Conseil Général et le Conseil Régional et avec le Parti socialiste. Des remerciements également à François Vacheron, notre trésorier dont vous apprécierez encore une fois la rigueur lors de la lecture de son rapport.

Je veux aussi remercier de façon appuyée le Conseil Général du Pas-de-Calais qui nous attribue une subvention conséquente qui nous permet de mener à bien toute une série d'actions. C'est un geste fort de sa part, qui montre bien son engagement au profit des causes que nous défendons.

J'ai conscience d'avoir été plus longue que les années précédentes mais la situation est devenue tellement complexe et les atteintes aux droits de l'Homme tellement importantes que je ne pouvais éluder certaines questions. J'aurais sans doute pu développer d'autres points encore, mais il faut savoir aussi s'en tenir à l'essentiel. J'espère vous avoir convaincus de mon attachement à la défense et à la promotion des droits de l'Homme, la seule boussole qui permette aujourd'hui de résister contre vents et marées. Car quand les valeurs de la République que sont la Liberté, l'Égalité, la Fraternité et j'ajouterai la Laïcité sont aussi mises à mal, il n'est qu'une exigence à mes yeux, essayer de résister et croire qu'il est encore possible de changer le cours des événements. Semer, semer, il lèvera toujours quelques graines.

Je vous remercie de votre attention.

Rapport adopté à l'unanimité